

REÇU LE 18 DEC. 2012

Arrêté abrogeant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2010 mettant en demeure la société Leg Two Paris Oise de respecter dans son établissement de Longueil Sainte Marie certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003

LE PRÉFET DE L'OISE  
Chevalier de La Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les actes administratifs antérieurs délivrés à la société ;

Vu l'arrêté du 29 décembre 2010, faisant suite au rapport de l'inspection des installations classées du 27 octobre 2010, mettant en demeure la société Leg Two Paris Oise de respecter dans son établissement de Longueil Sainte Marie certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2003 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 15 novembre 2012, faisant suite à la visite du site du 18 juillet 2011 ;

Vu les justificatifs du 12 novembre 2012 transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées ;

Considérant les intérêts visés à l'article L511-1 du livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement ;

Considérant que la visite d'inspection du 18 juillet 2012 et les justificatifs du 12 novembre 2012 ont permis d'établir que les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 29 décembre 2010 susvisé ont été mises en œuvre ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires ;

### ARRÊTE


**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure délivré le 29 décembre 2010 à la société Leg Two Paris Oise pour son établissement de Longueil Sainte Marie sont abrogées.

**ARTICLE 2** : En cas de contestation la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens dans le délai de 2 mois.

**ARTICLE 3** : Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Compiègne, le maire de Longueil Sainte Marie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Beauvais, le - 4 DEC. 2012

pour le préfet, et par délégation,  
le secrétaire général,

  
Patricia WILLAERT

Destinataires

Société Leg Two Paris Oise

M. le Maire de Longueil Sainte Marie

M. le Sous-préfet de Compiègne

M. le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. l'Inspecteur des installations classées

S/c de M. le Chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

M. le Directeur départemental des Territoires – SAUE

M. le Directeur départementale des services d'incendie et de secours